Edouard Martin, délégué CFDT du comité central d’entreprise européen d’ArcelorMittal

« À Florange, où le risque de fermeture existe bel et bien »

by Usine Nouvelle - mardi, janvier 17, 2012

http://correspondances.fr/edouard-martin-delegue-cfdt-arcelormittal-2/

« À Florange, où le risque de fermeture existe bel et bien »

L’usine ArcelorMittal de Gandrange reçoit aujourd'hui la visite de François Hollande et de Martine Aubry. Comme l’a rappelé Eric Besson lors de sa visite en Moselle le 12 janvier dernier, l’intégralité des 670 salariés dont les postes ont été supprimés sur ce site ont été reclassés, majoritairement vers Florange en Moselle et Schifflange et de Rodange au Luxembourg. Or, les hauts-fourneaux de Florange sont à l’arrêt et les installations luxembourgeoises du groupe accumulent les pertes.

Craignez-vous de nouvelles suppressions de poste ?

Oui. Les sites de Rodange et de Schifflange sont spécialisés dans les produits longs essentiellement destinés au bâtiment. Or, dans ce secteur, la direction n’entrevoit pas de reprise avant l’horizon 2018. Les organisations syndicales luxembourgeoises attendent dans une grande inquiétude la fin du mois de mars et craignent le pire pour ces sites qui emploient 300 salariés. La manière dont ArcelorMittal a fermé ses deux hauts-fourneaux de Liège en octobre dernier nous inquiète également. Deux jours avant l’annonce officielle de la fermeture, le groupe préparait encore un accord social en vue d’un redémarrage. Le scénario nous rappelle étrangement celui de Florange, où le risque de fermeture existe bel et bien.

Lors de ses vœux de la Saint-Sylvestre à Metz, Nicolas Sarkozy a assuré faire du projet de captage et de stockage de CO 2 Ulcos à Florange une priorité. Doutez-vous de l’engagement gouvernemental sur ce dossier ?

Non, mais le mot de la fin reviendra quoi qu’il arrive à Bruxelles. Or, la commission européenne, qui devait initialement rendre sa décision au premier trimestre 2012, puis au cours du mois de juin, ne se prononcera finalement qu’au cours du deuxième semestre. Les salariés se demandent ce que cachent ces retards successifs qui créent une situation de plus en plus anxiogène. La direction d’ArcelorMittal a toujours été claire : Florange ne l’intéresse que si Ulcos est adopté. Sinon, ses jours sont comptés. En cas de scénario catastrophe, nous ne pourrons pas lui reprocher de nous avoir menti.

Existe-t-il aujourd’hui un scénario pour un après-Florange ?

Aucun. Nous avons demandé à Eric Besson si dans le pire des cas, il pouvait au moins s’engager à

chercher d’autres partenaires et éviter que le groupe ne détruise l’outil pour ne pas risquer de le mettre à disposition de la concurrence. Le ministre nous a répondu qu’il ne pouvait pas. Lorsque l’on dit que l’on ne peut pas, c’est que l’on ne veut pas. Rien n’empêche le gouvernement de voter une telle loi. C’est sur ce thème que nous interrogerons François Hollande.